

DEKRA Industrial SAS  
AGENCE CENTRE  
8 Bis rue Daniel Mayer  
37100 TOURS  
Tel : 02.55.58.44.17

**Maître d'ouvrage :**  
ETABLISSEMENT INFRASTRUCTURE DEFENSE  
- ESID DE RENNES  
Quartier Marguerite,  
1 rue du Garigliano  
BP14  
35998 RENNES CEDEX 9



## BRICY création d'un hangar de stockage

Ouvrage(s) : | Hangar de stockage

### Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises

*Annule et remplace le rapport n° 5436361A/1 du 12/06/2025*

Maître d'Ouvrage :	ETABLISSEMENT INFRASTRUCTURE DEFENSE - ESID DE RENNES Quartier Marguerite, 1 rue du Garigliano BP14 35998 RENNES CEDEX 9
Mission concernée :	L, S
Nature des travaux :	Construction neuve

Etabli par :

GUILLAUME PELLEGRIN



Référence : **5436361A/2**

Nombre de pages : 22

Date : 4 juillet 2025



## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>DONNÉES GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU RAPPORT .....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS .....	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION .....	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT .....	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS .....	6
1.6	CLASSEMENT .....	6
1.7	FORMULATION DES AVIS .....	8
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS .....	9
<b>2</b>	<b>AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....</b>	<b>11</b>
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS .....	11
2.2	RISQUE D'INCENDIE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL .....	12
2.3	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	19



---

# 1 DONNÉES GÉNÉRALES

---

## 1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission L + S de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

## 1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

### DONNEUR D'ORDRE

**ETABLISSEMENT INFRASTRUCTURE  
DEFENSE - ESID DE RENNES  
Quartier Marguerite,  
1 rue du Garigliano  
BP14  
35998 RENNES CEDEX 9**

### MAITRE D'OUVRAGE

**ETABLISSEMENT INFRASTRUCTURE  
DEFENSE - ESID DE RENNES  
Quartier Marguerite,  
1 rue du Garigliano  
BP14  
35998 RENNES CEDEX 9**



## 1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** .  
**45310 BRICY**
- **Nature et objet des travaux :**

### Résumé du programme de travaux

L'infrastructure à créer doit être construite dans la zone FCA (Force Commando de l'Air), sur le quartier Reymondaud situé à l'Est de l'emprise de la BA123 de Bricy.

Les travaux à réaliser au titre de cette opération comprennent :

- la construction d'un magasin de stockage et locaux annexes
- la réalisation des VRD (route, parking et réseaux)

### Description du site

En raison de la nature des sols, le géotechnicien n'autorise pas la réalisation de dallage.

### Description des bâtiments

#### Hangar de stockage

Etablissement à simple rez-de-chaussée

Nature des locaux principaux : Magasin de stockage

- **Caractéristiques des ouvrages :**

#### Hangar de stockage

**Nature des parois verticales :** Murs à coffrages intégrés

**Nature des planchers :** Dalles pleines coulées en place

**Nature de la structure métallique :** Poteaux/poutres profilés laminés à chaud

**Nature des bardages :** Bardage rapporté

### Conditions d'accessibilité et desserte :

Desserte et accessibilité depuis la base aérienne de Bricy.

### Description et isolement par rapport aux tiers :

Tiers en vis-à-vis à plus de 12 m.



### ➤ Classement des locaux

#### Locaux à risques particuliers :

Incendie	Local CVC Local électricité Local DIRISI
Explosion	Sans objet  En l'absence de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) ou à minima de l'indication des emplacements dangereux classés en zones et des critères de choix des matériels (caractéristiques minimales requises), il est noté que le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre ne nous ont fait état d'aucune zone à risque. Notre avis ne préjuge donc pas de l'analyse de risque qui pourrait être faite par l'exploitant dans le cadre de son DRPCE.
Choc électrique	Sans objet

#### Installations classées :

Néant

### ➤ Description sommaire des installations techniques

#### Hangar de stockage

**Nature des installations de ventilation et de climatisation :** VMC double flux  
**VMC à fonctionnement permanent :** non  
**Désenfumage des locaux de type :** Naturel  
**Type d'alarme :** Alarme de type 4  
**Catégorie du SSI :** E

## 1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.



Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

La mission se limite à la création d'un hangar de stockage sur la base aérienne de Bricy dans le cadre des missions L+STI.

➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Sans objet construction neuve

## 1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés doivent être impérativement pris en compte .

## 1.6 CLASSEMENT

### Hangar de stockage

**Etablissement recevant des travailleurs :**

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

**Classement incendie :**

Source de classement : Dossier de maîtrise d'œuvre

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative : 12/06/2025





## 1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.  
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**  
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**  
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**  
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**  
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**  
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.





## 1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
BATIMENT 0147 - PLAN DU SOUS-SOL ETAT ACTUEL ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 22</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - AXONOMETRIE ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 15</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - COUPES A-A et B-B ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 14</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - FACADES EST et OUEST ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 13</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - FACADES NORD et SUD ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 12</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - REZ DE CHAUSSEE ETAT FUTUR ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 9</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - REZ DE CHAUSSEE ETAT FUTUR - MENUISERIES HAUTEUR D'ALLEGE 5m30 ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 10</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - REZ DE CHAUSSEE FUTUR - Courant faible ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 20</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - REZ DE CHAUSSEE FUTUR - Courant fort ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 19</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - REZ DE CHAUSSEE FUTUR - Menuiseries extérieures ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 17</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - REZ DE CHAUSSEE FUTUR - Menuiseries extérieures hauteur d'allège 5m30 ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 18</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - REZ DE CHAUSSEE FUTUR - Revêtements de sols ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 16</i>	
BATIMENT MAGASIN DE STOCKAGE - TOITURE ETAT FUTUR ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 11</i>	
CCTP CFO CFA	
CCTP CHARPENTE METALLIQUE	



DOCUMENTS	INDICE
CCTP CHAUFFAGE – CLIMATISATION – VENTILATION	
CCTP COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE A L'AIR	
CCTP DISPOSITIONS GENERALES	
CCTP FONDATIONS-GROS ŒUVRE	
CCTP MENUISERIES EXTERIEURES - RAYONNAGES	
CCTP TERRASSEMENTS GENERAUX-VRD-ESPACES VERTS-INSTALLATION DE CHANTIER	
PLAN DE MASSE ACTUEL - LOCALISATION DES TRAVAUX ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 2</i>	
PLAN DE MASSE PARTIEL ACTUEL - PLAN D'INSTALLATIONS DE CHANTIER ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 5</i>	
PLAN DE MASSE PARTIEL ACTUEL - RESEAUX ACTUELS ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 3</i>	
PLAN DE MASSE PARTIEL ACTUEL - TERRASSEMENTS DEPOSE DESSOUCHAGE ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 4</i>	
PLAN DE MASSE PARTIEL ACTUEL - ZONE RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 21</i>	
PLAN DE MASSE PARTIEL FUTUR - RESEAUX FUTURS ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 6</i>	
PLAN DE MASSE PARTIEL FUTUR - SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 8</i>	
PLAN DE MASSE PARTIEL FUTUR - VOIRIE ESPACES VERTS ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 7</i>	
PLAN DE SITUATION ; en date du 01/05/2025 <i>Référence : 1</i>	



---

## 2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

---

### 2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
<b>ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE</b>			
<b>Analyse par ouvrages et éléments d'équipements</b>			
1	<b>Analyse de l'étude de sol</b>	<p>Constat : L'absence d'une étude de sol préalable a été constatée, ce qui est indispensable pour évaluer les caractéristiques du terrain et adapter les fondations en conséquence.</p> <p>Observations : Il conviendra de nous fournir l'étude de sol G2 PRO avant le démarrage des travaux.</p>	S
2	<b>Dallage</b>	<p>Constat : L'absence d'une étude de sol préalable a été constatée, ce qui est essentiel pour valider la faisabilité du dallage et adapter les solutions techniques en fonction des caractéristiques du terrain.</p> <p>Observations : Il conviendra de nous fournir l'étude de sol G2 PRO validant la faisabilité d'un dallage.</p>	S

---



## 2.2 RISQUE D'INCENDIE DANS LES LIEUX DE TRAVAIL

Nouveau décret Code du Travail (modification 05/2012)

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>CODE DU TRAVAIL</b> <b>R 4216-1 A R 4216-30, ET R</b> <b>4216-32 A 34</b>		
<i>DISPOSITIONS GENERALES</i>		
<b>Article R 4216-1</b> <b>Domaine d'application.</b>		F
<b>Article R 4216-2</b> <b>Principes</b>		F
<b>Article R 4216-2-1</b> <b>Espaces d'attente sécurisés</b>		SO
<b>Article R 4216-2-2</b> <b>Espaces équivalents</b>		SO
<b>Article R 4216-2-3</b> <b>Dispense de dotation d'espaces</b> <b>d'attente sécurisés</b>	Hangar de stockage réalisé de plain-pied.	F
<b>Article R 4216-3</b> <b>Isolement par rapport aux tiers</b>	Tiers en vis-à-vis à plus de 12m.	F
<b>Article R 4216-4</b> <b>Détermination de l'effectif</b>		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>DEGAGEMENTS</i>		
<b>Article R 4216-5</b> <b>Unités de passage</b>	Dégagement 1UP : 90 cm Dégagements 2UP : 140 cm	F
<b>Article R 4216-6</b> <b>Conception des dégagements</b>		
<b>Article R4227-4</b> Dégagements libres sans obstacle cul de sac à éviter		F
<b>Article R 4227-6</b> Portes		F
<b>Article R 4227-7</b>		SO
<b>Article R 4227-8</b> Ascenseurs, monte charge chemins ou tapis roulants non comptabilisés		SO
<b>Article R 4227-9</b> Escaliers prolongés jusqu'au niveau d'évacuation Classes parois et marches suivant arrêté (classement M3)		SO
<b>Article R 4227-10</b> Rampes et mains courantes à partir de 2 UP 1 de chaque côté		SO
<b>Article R 4227-11</b> Dissociation escaliers des étages et des sous sol au niveau RDC		SO
<b>Article R 4227-13</b> Signalisation vers sortie la plus proche ou espace d'attente sécurisé le plus proche si dégagement non utilisé habituellement indication "sortie de secours"		F
<b>Article R 4227-14</b> Eclairage de sécurité en cas de défaillance éclairage normal		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article R 4216-7</b> <b>Saillies ou dépôts</b>		F
<b>Article R 4216-8</b> <b>Calcul des dégagements</b>	Le hangar de stockage dispose de 2 dégagements totalisant 3 UP Les locaux annexes dispose chacun d'un dégagement de 2 UP.	F
<b>Article R 4216-9</b> <b>Dégagement des locaux en sous-sol, dont l'effectif &gt; 100 personnes et enfouissement &gt; 2m</b>		SO
<b>Article R 4216-10</b> <b>Enfouissement</b>		SO
<b>Article R 4216-11</b> <b>Distances maxi à parcourir, cul de sacs</b>	Distance maximale à parcourir dans le hangar pour atteindre une sortie sur l'extérieur : 18 m	F
<b>Article R 4216-12</b> <b>Caractéristiques des marches et paliers</b>		SO
<b>DESENFUMAGE</b>		
<b>Article R 4216-13</b> <b>Volumes à désenfumer</b>	Le hangar de stockage a une surface de plus de 300 m <sup>2</sup> , il est désenfumé naturellement par des exutoires en toiture.	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article R 4216-14</b> <b>Principe désenfumage naturel</b>	La surface totale d'évacuation de fumée mesurée sur le plan de toiture est de 4,5 m <sup>2</sup> (supérieur au 1/100e de la surface : 4,1 m <sup>2</sup> ) Les amenées d'air sont réalisées par la porte sectionnelle et les portes d'issues de secours pour une surface totale de : 18,95 m <sup>2</sup> (1,43 x 2.1 + 0,93 x 2.1 + 3,5 x 4).	F
<b>Article R 4216-15</b> <b>Désenfumage mécanique base de calcul</b>		SO
<b>Article R 4216-16</b> <b>Modalités suivant arrêté d'application</b>		F
<b>Article 15 Contrôle avant mise en service</b> <b>Notice de l'installation</b> A charge exploitant		PM
<b>CHAUFFAGE DES LOCAUX</b>		
<b>Article R 4216-17</b>	Chauffage par pompe à chaleur air/air réversible.	SO
<b>Article R 4216-18</b>		SO
<b>Article R 4216-19</b>		SO
<b>Article R 4216-20</b> <b>Nature de la brasure des canalisations amenant des liquides ou gaz combustibles.</b>		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>STOCKAGE OU MANIPULATION DE MATIERES INFLAMMABLES</i>		SO
<i>BATIMENTS DONT LE PLANCHER BAS DU DERNIER NIVEAU EST SITUE A PLUS DE 8 METRES DU SOL</i>		SO
<i>MOYENS DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</i>		
<b>Article R 4216-30</b>		
<b>Article R 4227-28</b> Responsabilité de l'employeur		HM
<b>Article R 4227-29</b> Extincteurs en nombre suffisant	A la charge d'exploitant	HM
<b>Article R 4227-30</b> Si nécessaire autres moyens en fonction du risque spécifique à l'activité		SO
<b>Article R 4227-31</b> Dispositifs d'extinction non automatiques d'accès et manipulation facile		SO
<b>Article R 4227-32</b> Sable ou terre meuble si nécessaire		SO
<b>Article R 4227-33</b> Signalisation durable et appropriée des installations d'extinction		SO





POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article R 4227-34</b> Système d'alarme sonore si effectif >50 personnes ou manipulation de matières très facilement inflammables	Alarme de type 4 prévue	F
<b>Article R 4227-35</b> Alarme générale donnée par bâtiments si ceux-ci isolés entre eux		F
<b>Article R 4227-36</b>		F
<b>Article R 4227-37</b> Consignes de sécurité dans les établissements devant être équipées d'un système d'alarme sonore	A la charge de l'exploitant	HM
<b>Article R 4227-38</b> Indications consignes sécurité incendie y compris localisation des espaces d'attente sécurisés		PM
<b>Article R 4227-39</b> Emargement du registre en phase exploitation		PM PM
<b>Article R 4227-40</b> Consignes à communiquer à l'inspecteur du travail		HM
<b>Article R 4227-41</b> Dispositions spécifiques sur arrêtés d'application		PM
<b>PREVENTION DES EXPLOSIONS</b>		HM
<b>DISPENSE DE L'AUTORITE ADMINISTRATIVE</b>		
<b>Article R 4216-32</b> Dispense par Directeur Régional du Travail et de l'emploi		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article R 4216-33 Instruction de la dispense		PM
Article R 4216-34 Recours possible contre décision		PM



## 2.3 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES</i></p> <p><b>Définition générale</b> suivant la norme NF P 03-100</p> <p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p> <p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.</li><li>2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.</li><li>3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.</li><li>4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).</li></ul>	<p>PM</p> <p>PM</p>

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><b>Expression des avis sur l'ouvrage</b></p> <p><i>FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES</i></p>	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM
<p><b>Analyse de l'étude de sol</b></p>	<p>Constat : L'absence d'une étude de sol préalable a été constatée, ce qui est indispensable pour évaluer les caractéristiques du terrain et adapter les fondations en conséquence.</p> <p>Observations : Il conviendra de nous fournir l'étude de sol G2 PRO avant le démarrage des travaux.</p>	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Dallage</b>	Constat : L'absence d'une étude de sol préalable a été constatée, ce qui est essentiel pour valider la faisabilité du dallage et adapter les solutions techniques en fonction des caractéristiques du terrain.  Observations : Il conviendra de nous fournir l'étude de sol G2 PRO validant la faisabilité d'un dallage.	S
<b>CLOS COUVERT</b>		
<b>Bardages</b>	La mise en oeuvre du bardage double peau prévue conforme à l'avis technique du produit validant la pose sur plateau de bardage (ATEC 2.2/16-1768_V1 Trespa TS 725).	F
Menuiseries extérieures	Menuiseries en aluminium à rupture de pont thermique prévu sous avis technique au CCTP.	F
Portes industrielles, commerciales et de garage	Résistance à la charge au vent classe 4. Marquage CE prévu	F
<b>Couverture</b> Couverture en panneaux sandwichs	La couverture en panneaux sandwichs avec isolant en laine de roche et parements métalliques est prévue sous avis technique au CCTP.	F



### Trame Ouvrages à risques importants

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis